

AUTREMENT



La parole aux émotions

Par peur des débordements, la démocratie se méfie des passions. Pourtant, sans elles, personne ne s'intéresserait à la vie politique, dit le chercheur Christophe Traini.

Le cœur et la raison : c'est sur l'opposition classique entre le tumulte des passions, d'un côté, et la bataille des idées, de l'autre, que s'est construit l'idéal démocratique. Conséquence : l'expression des émotions, fussent-elles sincères, a longtemps été jugée incompatible avec la démocratie. Dans les passions incontrôlées des foules, méprisables et rejetées, on ne vit longtemps qu'une menace contre l'ordre »

» social. Pourtant, estiment les politistes Loïc Blondiaux et Christophe Traïni dans *La Démocratie des émotions*, effacer le rôle des affects dans le bon fonctionnement du régime démocratique, c'est faire fausse route. Pour impliquer l'ensemble de la population dans les décisions politiques, les arguments rationnels ne suffisent pas. Entretien avec Christophe Traïni, maître de conférences à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence.

Comment expliquer que les chercheurs aient mis si longtemps à interroger le rôle des affects en démocratie ?

A la fin du XIX^e siècle, des penseurs comme Hyppolite Taine et Gustave Le Bon se sont mis à associer tout mouvement de contestation du pouvoir à un débordement d'affects incontrôlés, donc à une menace sociale. Si des gens protestaient, c'est qu'ils ne savaient pas tenir leurs tripes. Aujourd'hui, cette idée est jugée très réductrice, plusieurs chercheurs ayant montré que ces acteurs n'étaient pas aussi irrationnels que ce que pouvaient laisser penser les

études de Taine et Le Bon. Mais le mal était fait : les émotions, perçues comme un déchaînement de passions incontrôlées, étaient disqualifiées et n'ont plus été prises en compte. On a longtemps eu beaucoup de peine à percevoir les interactions entre gouvernants et gouvernés autrement que comme des luttes d'intérêts ou d'idées.

Cette cécité des chercheurs n'a-t-elle aucune assise historique ?

Si, bien sûr. Dans une société démocratique, les conflits ne se règlent pas sous la forme du duel ou de l'affrontement, ils nécessitent de formuler des revendications susceptibles d'être discutées dans une arène parlementaire. Pour le dire autrement, l'institutionnalisation de la démocratie à la fin du XIX^e siècle, qui a introduit des procédures électorales codifiées, autour notamment de la fonction de l'isoloir, a valorisé les batailles d'arguments censées faire émerger l'intérêt général. On a substitué au combat des armes celui des idées, avec des normes connues et respectées de tous. Mais si l'on y regarde de près, les institutions démocratiques prescrivent en fait des émotions autant qu'elles les proscrivent.

Comment cela ?

Sans affect, personne ne s'intéresserait aux questions débattues dans l'arène politique, comme l'avenir de l'Europe ou la défense de l'environnement. Pour que les participants se sentent concernés, la démocratie participative propose donc des dispositifs qui engagent les corps et les cœurs. Les assemblées des Indignés espagnols, par exemple, reposent sur une scénographie qui favorise l'expression des émotions chez des participants n'ayant pas l'habitude de prendre la parole en public. Elles partent de té-

moignages individuels et des problèmes de la vie quotidienne. Autre exemple : des audiences publiques sont organisées en Inde, dans lesquelles on fait comprendre aux participants qu'ils ont toute légitimité à exprimer leurs griefs. Elles permettent de confronter des représentants de l'administration chargés de mettre en œuvre une politique publique et des personnes qui s'en estiment victimes. Dans ce forum de réparation des torts, toute une mise en scène concourt à inciter les citoyens à faire valoir leurs droits. Les échanges se déroulent sur une estrade, à l'aide de micros, devant un public qui rit, applaudit ou hue. On peut aussi évoquer, en France, la manière dont le jury populaire tiré au sort pour prendre part à un procès est impacté par une dramaturgie inscrite dans les récits tragiques et la solennité des bâtiments. Même si, au tribunal, les affects des jurés sont encadrés : ils doivent rester silencieux, intériorisés, voire inavouables. Autrement dit, le dispositif de la cour d'assises apprend à ces citoyens à s'émouvoir... mais tout de même comme il faut.

Pour que les électeurs se sentent davantage concernés, faudrait-il instiller plus d'émotion dans les rouages de la démocratie représentative ?

Les professionnels de la politique jouent déjà avec les émotions, dans leurs argumentaires ou à travers des mesures symboliques destinées à convaincre les électeurs. Mais l'urne et l'isoloir possèdent aussi, par la sacralisation du geste électoral qu'ils portent en eux, une charge émotionnelle très forte. Pourquoi parle-t-on d'« urne » électorale plutôt que de « malle » ou de « boîte », sinon parce qu'elle renvoie au vase sacré dans lequel on mettait les cendres du défunt ? Quant à l'isoloir, il veut faire prendre conscience aux citoyens que leur décision doit venir de leur for intérieur. Pourtant, les décennies ont passé depuis l'institutionnalisation de ce système, et on assiste à une forme de banalisation, de diminution de l'intérêt suscité par ce type de dispositif. Les politiques participatives mises en œuvre ici ou là visent à mieux associer les citoyens à la décision politique. A Grenoble, Parlons-en est un dispositif qui s'adresse aux grands précaires en les invitant, ainsi que les travailleurs sociaux présents, à exprimer



À LIRE

La Démocratie des émotions, sous la direction de Loïc Blondiaux et Christophe Traïni, éd. Les Presses de Sciences Po, 248 p., 21€.

« Les professionnels de la politique jouent déjà avec les émotions dans leurs argumentaires. »



« La démocratie participative invite à l'engagement des corps et des cœurs. »

librement leur découragement, leur désarroi, leur colère, leur amertume. Mais aussi parfois leur gratitude et leurs espoirs. Ces réunions mensuelles, qui rassemblent également des élus, des bénévoles, des militants, des chercheurs ou des journalistes, prennent appui sur ce partage d'émotions pour chercher des solutions au mal-logement.

L'incitation à exprimer ses émotions permet donc d'attirer des publics peu politisés ?

Donner la possibilité aux gens d'exprimer leurs affects permet en effet d'ouvrir la discussion à des groupes qui ne sont en général pas associés à la décision politique. Les catégories populaires, qui n'ont pas reçu l'outillage intellectuel et scolaire habituellement requis, peuvent ainsi participer à la vie politique sans être paralysées par un langage parfois technique, et la parole n'est plus réservée à ceux qui sont équipés pour le discours. Mais le véritable privilège des catégories dominantes, c'est qu'elles ont appris à moduler leurs émotions, et comprennent à quel moment ces dernières doivent

être contenues ou au contraire exacerbées, pour peser plus et mieux. Elles peuvent ainsi mimer une colère froide, ou jouer l'indignation quand c'est nécessaire, sans prendre le risque de se voir disqualifier. A d'autres moments, elles sauront choisir la retenue et éviter des formes d'expression affective perçues comme inconvenantes, inappropriées. C'est un énorme avantage. Car les tempéraments impulsifs et imprévisibles, incapables de maîtriser le flot de leurs affects et débordant des normes prescrites, peuvent se retrouver marginalisés.

Vous parlez d'émotions « de basse intensité ». Qu'entendez-vous par là ?

Les seules émotions reconnues sont les plus bruyantes ou déplacées, généralement associées aux catégories populaires qui ne maîtrisent pas les codes permettant d'exprimer des préoccupations dans des formes plus argumentées. On oublie qu'il existe des émotions beaucoup moins perceptibles mais bien réelles. Même des personnes au langage technocratique, faisant appel à des expertises chiffrées, sont travaillées par des états affectifs

prononcés, comme le plaisir de s'affirmer à travers la prise de parole, la satisfaction de bien mener les débats, de peser dans la controverse, de contribuer à l'enrichissement de son pays. En régime démocratique, les émotions ne concernent pas exclusivement des foules d'outsiders manifestant leur colère ou leur affliction ! Mais les chercheurs ont d'autant plus de mal à le reconnaître qu'eux-mêmes donnent la primauté à la force des arguments, et jugent anecdotiques les satisfactions qu'ils en tirent, lesquelles relèvent pourtant bien de l'affect...

Après avoir été taboues, les émotions intéressent aujourd'hui des disciplines comme l'histoire ou la sociologie...

Je pense que c'est lié à une évolution de la société : la règle qui voulait que l'on retienne des émotions trop visibles est beaucoup moins pesante aujourd'hui. Y compris chez les responsables politiques, désormais tenus de faire état de leurs émotions personnelles ! Tristesse, colère, etc., pourvu qu'elles soient authentiques, sont un gage d'authenticité et sont bien plus tolérées qu'il y a trente ou quarante ans. Pour autant, les dispositifs démocratiques, les jurys des cours d'assises, les réunions de Parlons-en, encadrent toujours l'expression de ces émotions : ce ne sont pas non plus des rassemblements de supporters de foot ou d'Alcooliques anonymes ! Depuis un certain temps, on a tendance à passer du trop peu au trop-plein.

Le spectre du leader « populiste » qui manipule la foule continue d'ailleurs de hanter les esprits...

En tant que citoyen, je ne peux que reconnaître que je trouve moralement insupportables les émotions suscitées par des leaders qui jouent sur les peurs, la haine des autres, la mise en concurrence de tous contre tous. Alors non, tous les affects ne se valent pas. Et de ce point de vue, il est légitime de s'inquiéter de leur usage en politique. Mais les usages politiques de diagnostics froids, experts, sans affect, sont tout aussi préoccupants : ils servent à imposer des réformes en les faisant passer pour inéluctables, alors que celles-ci pourraient être soumises à débat.

*Propos recueillis par Marion Roussel
Illustrations Agnès Decourchelle
pour Télérama*

CHRISTOPHE TRAINI

Professeur de science politique à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence.
2005

Lauréat de la médaille de bronze du CNRS.
2008

Devient membre junior de l'Institut universitaire de France.
2009

Dirige l'ouvrage *Emotions... Mobilisation !* aux Presses de Science Po.
2018

Codirige avec Loïc Blondiaux *La Démocratie des émotions*.